

**Note relative à la consultation publique (PRD) 2511/1 du 26 janvier 2023.**

Nous faisons partie de la technologie de production d'électricité à partir de combustibles issus de la biomasse (combustibles solides ou gazeux issus de la biomasse), à l'exclusion du biométhane.

Au regard de la complexité du dossier, nous regrettons le peu de temps qu'il nous a été accordé pour l'analyser.

Comme tout cadre réglementaire, il doit s'appliquer à tout type d'installation. C'est un exercice qui peut se révéler très complexe et comprenons l'ampleur de votre mission. Permettez-nous cependant de commenter cet outil et espérant que nos commentaires soient constructifs :

- 1) Cet outil est complexe et requiert des compétences techniques élevées. Il semble être destiné aux gros producteurs qui disposent d'experts en vente d'électricité et dont c'est le métier. Notre technologie de production par biométhanisation est déjà beaucoup plus complexe que d'autres technologies sur bien des paramètres. Notre métier est avant tout de produire du biogaz et de gérer toutes les contraintes administratives liées à la gestion des déchets, environnementale et beaucoup d'autres, avant de devenir expert en matière de vente d'électricité.  
Notre installation en particulier a contractualisé un contrat à long terme avec un prix payé basé sur une moyenne de 30 jours du trimestre précédent de l'ENDEX Q. Il semblerait que nous soyons sous la 3eme présomption mais ce n'est pas très clair.
- 2) Il serait opportun de donner la possibilité d'avoir des personnes de contact nous permettant de :
  - a. Comprendre ce formulaire
  - b. Aide pour le remplir
- 3) Ne faudrait-il pas également faire une distinction entre taille d'installation afin de pouvoir adapter l'aide au producteur afin de pouvoir compléter. Il va de soi qu'une entreprise de petite taille comme la nôtre a besoin de plus d'aide pour la compréhension de ces formules qu'une grosse entreprise.

Commentaires relatif à la réglementation :

- Cette réglementation provient de l'Europe et a été ensuite transposée par l'Etat fédéral. Cette loi et ce règlement ont été mis en application suite à une crise énergétique qui est présumée trop bénéfique pour les producteurs. Il n'y a pas eu ou très peu de concertation et devons maintenant faire face à ces réglementations. Quid des traders qui n'ont pas les risques de production et qui représentent une part importante des surprofits ?
- Votre outil cadre bien la loi mais ne nous permet pas de déterminer si la loi s'applique bien à notre installation.
  - Le règlement s'applique aux productions à partir de combustible issus de la biomasse (combustible solides ou gazeux), à l'exception du biométhane. Dans le cadre de production d'électricité à partir de biogaz, qu'en est-il ?

Le biogaz est la source du biométhane (lui-même utilisé en cogénération) ou est directement utilisé par une cogénération. Les 2 utilisations ne sont que peu différentes et les coûts de production sont identiques. En Wallonie, pour pouvoir injecter du Biométhane, le soutien à la production requiert de vendre du biométhane à une cogen de qualité. Cette cogen de qualité produit de l'électricité et de la chaleur. L'utilisation finale du biométhane est donc de produire de l'électricité comme nous pouvons le faire en utilisant directement notre biogaz pour produire de l'électricité (hormis le fait que nous pouvons avoir un meilleur rendement énergétique car nous ne devons ni épurer ni comprimer notre gaz pour l'utiliser dans nos cogen). Il existe donc une discrimination entre 2 utilisations finale du même carburant biogaz.

De plus, cela crée une distorsion de marché ou une situation de concurrence déloyale. En effet, l'outil de production des 2 combustibles étant le même, il est impossible pour les biométhaniseurs cogen de concurrencer les biométhaniseurs biométhane sur le marché des intrants notamment ou pour l'évacuation des digestats.

- La loi se veut la plus large possible mais ne semble pas être équitable à bien des égards. Il faut savoir que le biogaz est structurellement sous-financé. Les besoins calculés par la Cwape en 2014 étaient de 3.77 CV pour atteindre un IRR de 8% alors que le soutien accordé a été raboté à 3CV puis encore diminué à 2.5 CV. Nous n'avons jamais atteint ce plafond même en produisant très bien. En 2022, même en ayant bénéficié d'un prix plus élevé, nous n'atteignons toujours pas ce taux de rentabilité soi-disant garanti.
- Nous comprenons que l'hypothèse de base est qu'un producteur ayant investi **avant** la crise énergétique réalise des surprofits car son investissement était productif avant cette crise et a été réalisé sur base d'un prix de l'électricité plus faible. Quid de notre situation où nous avons investi **pendant** la crise et devons encore investir pour terminer notre projet ? La trésorerie dégagée pendant cette période n'a servi qu'à payer la part des surcoûts liés à la crise et au passage fait tourner l'économie locale. Rien n'est parti en dividende, encore faudrait-il pouvoir se rémunérer...

Historique de notre situation :

- Création du business plan en fin 2018-début 2019
- Dépôt demande de permis en août 2019. Premier refus décembre 2019
- Recours début 2020 et obtention permis en mai 2020. Entre temps, modification du budget car nouvelles lois, notamment nouveau RGIE mis en application
- Afin de souffrir le moins possible de problème de liquidité nous avons réalisé les travaux par phases afin de produire le plus rapidement possible.
  - Phase 1 courant 2020 début 2021, investissement pour la production et le traitement de gaz.
  - Phase 2, mise en service des moteurs cogen en mai 2021. Pleine crise Covid avec augmentation du prix des matériaux et grosse pénurie.
  - Phase 3 en 2022, finalisation des raccordements et mise aux normes électriques, environnementales et autres en pleine augmentation du prix du cuivre, béton, fer, .... Toutes ces augmentations faisant suite aux pénuries résultant du Covid et des problèmes d'approvisionnement ainsi que de la crise énergétique.

- Phase 4 en 2023, finalisation de mise aux normes environnementale (notamment aménagement du site, béton étanche aux écoulements et autres,...). Celle-ci reste donc à finaliser.

Nous venons donc d'investir en pleine augmentation des coûts. Cette augmentation est de l'ordre de 40% de notre business plan initial de 2018. Celle-ci était complètement imprévisible pour nous et avons dû y faire face pour réaliser nos investissements. Nous avons contractualisé notre prix de vente avec un fournisseur sur base d'une moyenne des 30 jours du trimestre précédent de l'Endex Q. Fin d'année 2022, nous avons profité de l'augmentation du prix de l'énergie mais cette trésorerie a été intégralement réinjectée dans l'économie locale suite à la hausse des prix des matériaux. Sans cela, nous n'aurions jamais pu réaliser nos travaux et ne pourrions pas finaliser la phase 4 qui est la mise aux normes suites aux nouvelles lois environnementales !

Ainsi, nous sommes dans la situation où s'il y a taxation des surprofits, nous serons :

- Dans de très grosses difficultés financières pour le paiement de la taxe et pour la survie de notre entreprise.
- Nous n'aurons plus la capacité de nous mettre aux normes et nous exposons à de grosses sanctions environnementales et autres qui découleront sur des amendes.
- Cette situation sera donc synonyme de fin d'exploitation.

Pour conclure, nous avons osé investir pour une société plus durable dans une des périodes les plus incertaines de ces dernières décennies, et en avons subi les conséquences.

Nous avons investi tout notre argent dans une production locale et durable (pour être durable il faut avoir les 3 piliers : social, environnemental ET économique).

Vous comprendrez que notre situation est plus complexe que ce que ne prévoit la loi belge et nous souhaiterions pouvoir vous rencontrer afin de trouver une solution à notre situation.

Ferme du Faascht

6717 ATTERT

[www.fermedufaascht.be](http://www.fermedufaascht.be)